

PRINTEMPS 2019

QUESTIONS DE PATRIMOINE



**La communication
nous met en phase**

FIDUCIE DU PATRIMOINE ONTARIEN



DONNER VIE À NOTRE HISTOIRE



Quelques-uns des nombreux appareils téléphoniques à cadran équipant le bunker.
Le téléphone rouge aurait servi de ligne directe entre le bunker et Washington D.C.
Photo : Diefenbunker.

Restez connectés

Vous aimez cette revue et souhaitez avoir davantage de nouvelles de la Fiducie du patrimoine ontarien? Nous avons beaucoup d'autres articles et renseignements à vous faire partager.

Abonnez vous à notre bulletin électronique *Le patrimoine, ça compte... toujours plus!*, qui vous parviendra directement dans votre boîte aux lettres électronique.

Connectez vous dès aujourd'hui à l'adresse heritagetrust.on.ca/connecter.

Suivez nous dans les médias sociaux!

-  @Fiduciedupatrimoineontarien
-  @patrimoineON
-  @ONheritage

Ce numéro de la revue *Questions de patrimoine* est publié en français et en anglais. Les archives des numéros antérieurs sont disponibles sur notre site Web à l'adresse suivante : heritagetrust.on.ca/qp.

Pour de plus amples renseignements, s'adresser à la :

Fiducie du patrimoine ontarien
10, rue Adelaide Est, bureau 302
Toronto (Ontario) M5C 1J3
Téléphone : 416 325-5000
Télécopieur : 416 314-0744
Courriel : marketing@heritagetrust.on.ca
Site Web : heritagetrust.on.ca

© Imprimeur de la Reine pour l'Ontario, 2019
© Fiducie du patrimoine ontarien, 2019
Photos © Fiducie du patrimoine ontarien, 2019, sauf indication contraire.

Édité par la Fiducie du patrimoine ontarien (un organisme relevant du ministère du Tourisme, de la Culture et du Sport de l'Ontario).

Vous souhaitez en savoir davantage sur la Fiducie du patrimoine ontarien? Inscrivez-vous à notre liste d'envoi au heritagetrust.on.ca/sabonner.

Photo de la page couverture : dans le sens horaire en partant du coin supérieur gauche : Photo : Le Diefenbunker | Téléphone Bell, Winona, Ontario. Photo : Archives publiques de l'Ontario | Photo : Le Diefenbunker | Téléphone au Centre des salles de théâtre Elgin et Winter Garden. Photo : Mark Wolfson | Enigma. Photo : Ingenium – Musées des sciences et de l'innovation du Canada | Centre d'interprétation du parc provincial Petroglyphs. Photo : Parcs Ontario | Exposition de téléviseurs à l'ENC, 1953 . Photo : Archives de l'Exposition nationale canadienne

Also available in English.

Numéro de l'accord de publication 1738690

SEO ISSN 1911-4478 (PDF/En ligne)

05/19

Les vues et opinions exprimées dans cette publication sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles de la Fiducie du patrimoine ontarien ou du gouvernement de l'Ontario.

Ontario



Contenu

- 2** Une histoire de la communication – Faire communauté, améliorer la compréhension, façonner la société (par Beth Hanna)
- 6** Priorité à la communication à l'Exposition nationale canadienne (par Alicia Cherayil et Jacqueline Edwards)
- 8** Plus que des mots : pourquoi j'essaye d'apprendre la langue de mes ancêtres (par Duncan McCue)
- 10** Pssst! Vous détenez un secret? – L'exposition Chiffrer | Déchiffrer du Musée des sciences et de la technologie du Canada (par Molly McCullough)
- 12** Les voix de Chief's Point (par Amber Lloydlangston et Bimadoshka Pucan)
- 14** Comment je suis devenu journaliste (par Paul Kennedy)
- 16** CKLW – The Big 8 : la station de radio américaine n° 1 au Canada (par Ron Leary)
- 18** Tableau de la guerre des affiches au Canada (par Jay Young)
- 20** Kinomaage Waapkong – Les roches qui enseignent (par Anne Taylor)
- 23** Kit Coleman : pionnière du journalisme (par Barbara M. Freeman)
- 25** Documents d'archives : Les lettres de Wellington et de Mabel Ashbridge (par Courtney Kovacich)
- 27** Guerre froide et technologies de communication (par Justin Williams)
- 29** Lever de rideau : *stitched!* lance un spectacle pilote de journalisme vivant (par Sonya Fatah)



Bureau de poste de Kenora, conçu par Thomas Fuller, architecte en chef du ministère fédéral des Travaux publics.

Une histoire de la communication – Faire communauté, améliorer la compréhension, façonner la société

Par Beth Hanna

« Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit. »

– Nations Unies, Déclaration universelle des droits de l'homme, 1948

Les êtres humains ont toujours cherché à communiquer entre eux – à échanger des histoires, des expériences, des idées, des réflexions. À faire communauté. À échanger des renseignements entre eux et avec les générations futures, en jetant des ponts entre les personnes et les cultures, le temps et l'espace. Au cours de l'année à venir, la Fiducie s'intéressera au thème de la communication en examinant comment la langue orale et écrite, la préservation des langues, l'innovation technologique, les systèmes de communication et les échanges interculturels ont influencé le patrimoine culturel de l'Ontario.

Avant l'apparition de l'écriture, les gens exprimaient leurs idées

sous forme de pétroglyphes et de pictogrammes. On en trouve plusieurs exemples en Ontario, notamment dans le parc provincial Petroglyphs, sur le rocher Agawa dans le parc provincial du Lac-Supérieur, sur le site de Pimachiowin Aki et à l'embouchure de la rivière Nipigon. Ils nous rappellent nos ancêtres qui nous ont précédés sur cette terre; ils sont l'expression de traditions anciennes, d'enseignements sacrés et de visions différentes du monde. Les communautés autochtones connaissent leur existence depuis des générations. La préservation de ces sites est une responsabilité commune qui requiert notre attention, et qui fait l'objet d'un autre article.

La langue est un élément central de la gouvernance, de la législation, des



Jadis, au XVIII^e et au XIX^e siècle, les cartes de visite constituaient un outil de communication et de promotion sociale. La pratique consistait à laisser une carte personnalisée au domicile d'une personne à qui vous souhaitiez rendre visite relevait d'une étiquette complexe. Cette carte de visite et ce porte-cartes appartenaient à Marianne Brown (1786-1862). Photo : Collection de la maison George Brown.

« Au Canada, les journaux sont la littérature du quotidien ... Un journal canadien est un curieux mélange de politique, de religion, d'injures et de renseignements généraux. Il contient, sous une forme condensée, toutes les nouvelles de l'ancien et du nouveau monde, et il informe ses lecteurs des événements se déroulant sur notre grande planète, du pôle Nord aux mines d'or d'Australie et de Californie. »

– Susanna Moodie, Mark Hurdlestone, 1853

échanges et du commerce – mais aussi de la culture. J'ai déjà écrit des articles sur la préservation des langues dans d'autres numéros de cette revue. Dans le Recensement de la population de 2011, Statistique Canada fait état de plus de 200 « langues parlées à la maison ». La langue est indispensable parce qu'elle permet de transmettre l'histoire, de conter des récits, de distinguer les visions du monde et de partager des valeurs. Le rôle essentiel de la langue pour perpétuer la tradition et l'identité culturelle a été mis en lumière par les travaux de la Commission de vérité et réconciliation, selon lesquels un grand nombre des quelque 90 langues autochtones qui ont survécu au Canada sont en grand danger de disparition. Les Nations Unies ont proclamé 2019 comme l'Année internationale des langues autochtones « afin de sensibiliser le public à celles-ci [et à] leur importante contribution à la riche diversité culturelle de notre monde ».

Au départ, en Ontario, les renseignements s'échangeaient par lettre, par télégramme et dans les journaux, et le transport des messages et des colis s'effectuait à cheval, en diligence et sur rail, puis par voie aérienne. La mise en place d'un service postal a permis d'offrir au public un système de communication, et les bureaux de poste sont devenus des bâtiments remarquables et des lieux de rassemblement communautaires importants.

La communication ne se limite pas à la langue écrite. Nous avons mis à profit notre créativité et notre sens de l'innovation pour trouver des moyens d'enregistrer et de partager des idées, de « télé »communiquer – d'abolir les distances pour entretenir des relations à travers tout l'Ontario et au-delà, le long des cours d'eau, des routes, des voies de chemin de fer et des canaux numériques. Les Ontariennes et Ontariens ont largement contribué aux technologies de communication utilisées à l'ère moderne.

Dans une entrevue datant de 2002, le linguiste, historien et philosophe américain Noam Chomsky faisait la comparaison suivante : « Les avancées majeures en termes de vitesse des communications et

de capacité d'interaction ont eu lieu il y a plus d'un siècle. Le passage du transport du courrier par voilier au télégraphe a été beaucoup plus radical que celui du téléphone au courriel! » [Traduction]

Le télégraphe électrique a permis d'accélérer les communications, en transmettant des messages codés sur de longues distances. Le 19 décembre 1846, pour la première fois au Canada, la Toronto, Hamilton and Niagara Electro-Magnetic Telegraph Company transmettait un télégramme, envoyé par le maire de Toronto à son homologue de Hamilton. Les compagnies de télégraphe ont joué un rôle important pour faire le lien entre les particuliers, les entreprises et les agences de nouvelles. La Commission des lieux et monuments historiques du Canada a érigé une plaque commémorant cet événement historique national.

Le 26 juillet 1874, Alexander Graham Bell inventa le téléphone dans sa maison familiale de Brantford. Deux ans plus tard, il réussit à effectuer le premier appel téléphonique « interurbain » au monde, entre Brantford et Paris, en Ontario. Cette histoire fascinante – et les conflits connexes relatifs au brevet – est retracée dans le détail par différents auteurs, ainsi qu'au lieu historique national du Canada de la Maison-Familiale-Rurale-de-Bell. Même s'il lui était impossible, de son vivant, d'appréhender pleinement l'impact que son invention aurait sur la société, Bell prédisait en 1878 qu'un jour ou l'autre « deux personnes, séparées par des centaines de milles, pourront se parler en se voyant » [traduction].

Les visiteurs de l'Exposition nationale canadienne ont pu découvrir pour la première fois la radio, en 1922, et la télévision, en 1939. *La Loi du radiotélégraphe de 1913* conférait au gouvernement fédéral le pouvoir d'attribuer des licences à des stations de radiodiffusion et de facturer des frais s'élevant à 1 \$ pour chaque appareil récepteur. La première licence a été attribuée en 1919, à Montréal, et on comptait plus de 60 stations en activité dès 1928. La popularité de la radio s'est renforcée suite à l'invention, en 1925, de la radio sans pile Rogers, par Edward

« Quel a été l’effet de l’écriture sur les personnes qui l’ont inventée et utilisée? Quel est l’effet des autres médias de notre temps sur les personnes qui les utilisent? Ma théorie est celle de la transformation : je m’intéresse à la façon dont les instruments font changer les personnes qui les emploient. »

– Conférence publique de Marshall McLuhan, Marshall McLuhan Speaks Special Collection: Living in an Acoustic World, 1970

S. Rogers père, dit « Ted », un ingénieur radio torontois qui conçut la première radio pouvant utiliser le courant alternatif (CA) provenant du système électrique d’une habitation plutôt que de piles.

Des stations de radio privées diffusaient des nouvelles communautaires, des bulletins météo locaux et des divertissements. Créée en 1936, la Commission canadienne de la radiodiffusion (CCR)/Radio-Canada s’est efforcée d’étendre la couverture radiophonique et d’accroître les services aux quatre coins du pays. En décembre 1951, Conrad Lavigne a lancé la première station de radio francophone en Ontario, CFCL-Timmins, dont la programmation mettait en avant la fierté culturelle, l’amour de la langue française et l’importance des écoles francophones. À la fin de l’année 2008, on comptait plus de 1 200 stations de radio/ services audio au Canada, dont 60 p. 100 étaient privés.

Le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) a été formé en 1976 pour s’assurer que le système constitué des stations et des réseaux de radio et de télévision est « possédé et contrôlé effectivement par des Canadiens de façon à sauvegarder, enrichir et raffermir la structure culturelle, politique,

sociale et économique du Canada », que la programmation est « de haute qualité [et qu’elle utilise] principalement des ressources canadiennes créatrices et autres ».

CFMT, dont le siège se trouve à Toronto, a été la première station de télévision multiculturelle et multilingue lancée au Canada, en 1979. Rogers Communications racheta la station en 1986 et obtint une licence en 2002 pour lancer CJMT afin de diversifier sa programmation multiculturelle. En 2002, les deux stations devinrent OMNI Television, qui diffuse aujourd’hui des programmes ethnoculturels dans plus de 40 langues. En 1991, le CRTC attribua une licence à Television Northern Canada, qui commença un an plus tard à diffuser des programmes dans tout le Nord du pays. Créé en 1999, APTN est le premier réseau national de télévision des peuples autochtones à l’échelle mondiale. Sa programmation est élaborée par et pour les Autochtones.

En 1996, plus de 120 ans après l’invention de Bell, Research in Motion (RIM), une entreprise établie à Waterloo, lança son premier Inter@ctive Pager 900, un téléavertisseur permettant de dialoguer, d’envoyer des télécopies, de se connecter à Internet et de communiquer par courriel. Mis en vente trois ans plus tard, le BlackBerry®



Satellite de télécommunications de la série Anik A. Dans les années 1970, les satellites Anik ont étendu la zone couverte par les signaux de télévision canadiens, en particulier dans le grand nord. Source : San Diego Air & Space Museum.

« Les modes d’interaction humaine ont évolué sous l’effet de la connectivité des dispositifs de télécommunication en ligne, notamment des applications mobiles, des médias sociaux et des gigantesques moteurs de recherche qui sont devenus les outils quotidiens de personnes de tous horizons. »

– Douglas Coupland, présentation de l’exposition « I Was Raised on the Internet », 2018

950 faisait fonction de téléavertisseur, de dispositif de communication par courriel et d’agenda électronique.

Le renforcement du programme spatial et de la technologie des satellites a eu un impact considérable sur nos systèmes de communication. Le Canada a joué un rôle de chef de file dans le développement des communications par satellite. Dans la société moderne, bon nombre de nos interactions reposent sur la technologie des satellites : regarder les nouvelles ou une partie de baseball à la télévision, publier des photos sur Instagram ou utiliser des cartes bancaires. Cette technologie permet également de fournir des services, comme le téléapprentissage et la télémédecine, dans les collectivités éloignées.

Créé en 1969, Télésat Canada a lancé son premier satellite, Anik A1, en novembre 1972, faisant du Canada le premier pays à utiliser des satellites géostationnaires pour ses communications nationales. Les satellites sont devenus des outils essentiels pour relier les collectivités. Selon l’Agence spatiale canadienne : « Les satellites de télécommunication constituent le moyen le plus économique de relier les collectivités canadiennes, même celles des régions les plus isolées, aux services de pointe requis pour soutenir la concurrence dans l’économie mondiale du savoir. »

La collection du Musée des sciences et de la technologie du Canada comprend le satellite Hermes, fabriqué par Spar Aerospace , à Toronto, en 1976. Utilisé jusqu’en novembre 1979, ce satellite a permis de mener plusieurs expérimentations dans le domaine des communications, afin de fournir des services médicaux (la « télémédecine ») et éducatifs (le « téléapprentissage ») dans les régions éloignées, de promouvoir l’interaction communautaire, de fournir des services gouvernementaux et d’offrir la télévision directe à domicile.

En 2004, Télésat Canada lança Anik F2, qui offrait pour la première fois aux ménages canadiens une connectivité bidirectionnelle à large bande. En 2014, le Canada était le deuxième marché le plus important au monde dans le

secteur des services à large bande par satellite. Cette technologie permet d’offrir des services de télésanté, par exemple des vidéoconférences grâce auxquelles les fournisseurs de soins de santé, en particulier dans les régions éloignées, peuvent obtenir les conseils de spécialistes et se perfectionner. Il existe aussi désormais des applications de télémédecine, comme les systèmes de téléchirurgie.

Depuis le papier et la plume jusqu’aux machines à écrire, depuis les ordinateurs jusqu’aux messages textes, aux courriels, à FaceTime et à Skype, les êtres humains ont créé des technologies de plus en plus complexes pour renforcer leurs communications. Aujourd’hui, nous échangeons nos réflexions sous forme abrégée, sur Twitter et Instagram ou au moyen de ces dessins simplifiés que sont les émojis. Désormais, plus personne ne sort sans son téléphone intelligent ou sa tablette. Nous utilisons des balados et YouTube à des fins d’apprentissage; nous nous servons de tablettes et de liseuses électroniques pour lire des journaux et des livres; nous disposons d’un choix pléthorique de chaînes de télévision et de services de diffusion en continu/sur demande, comme Crave, Netflix et Amazon, pour visionner des programmes sur des écrans qui sont devenus à la fois de plus en plus grands et de plus en plus petits. Il existe des applications de clavardage, de communication et de messagerie. Nous avons incontestablement amélioré notre capacité de télécommuniquer, d’échanger des idées à distance. Cela signifie-t-il pour autant que nous communiquons plus efficacement? Je vous laisse réfléchir à la question.

Que nous réserve l’avenir en matière de communication? Jules Verne serait ravi du nombre de laboratoires de recherche qui consacrent actuellement leurs travaux à la technologie des hologrammes. Je suis sûre qu’il y aura une application pour ça, aussi.

Beth Hanna est directrice générale de la Fiducie du patrimoine ontarien.

Le personnel de la Radio CFCL.





L'exposition de la Compagnie de Téléphone Bell du Canada à l'ENC, 1923. Collection de photographies d'archives de l'ENC.

Priorité à la communication à l'Exposition nationale canadienne

Par Alicia Cherayil et Jacqueline Edwards

L'Exposition nationale canadienne (ENC) a été fondée en 1879 dans le but de promouvoir le développement de l'agriculture, de l'industrie et des arts. D'abord baptisée « Toronto Industrial Exhibition » (exposition industrielle de Toronto), la foire a officiellement pris le nom d'Exposition nationale canadienne en 1912, pour mieux représenter ce qu'elle était devenue : « la vitrine des nations ». L'ENC a suivi les évolutions de la société canadienne : après l'agriculture traditionnelle, l'attention s'est progressivement portée sur l'industrie, et la foire proposait des expositions opportunes sur les derniers progrès de la technologie.

Depuis 140 ans, la foire est l'occasion pour le public de découvrir – souvent pour la première fois – de nombreuses avancées technologiques dans les domaines des télécommunications, de la radio, du cinéma et de la télévision. En 1879, l'un des premiers téléphones canadiens y est exposé : un certain

M. Potter et un scientifique du nom de Roseburgh présentent ses fonctionnalités au public. Près d'une décennie plus tard, en 1888, l'allocution de Lord Stanley (qui a donné son nom à la célèbre Coupe Stanley) devant les visiteurs de la foire est enregistrée sur le phonographe à feuille d'étain de Thomas Edison.

Une publicité figurant dans le programme de l'édition de 1910 de la foire, qui mettait en vedette les « Inter-Phones » de la Northern Electric and Manufacturing Company, promettait aux hommes d'affaires comme aux agriculteurs canadiens un accès pratique à la communication instantanée. Les chefs d'entreprise étaient directement visés : « Parlez à vos employés à l'autre bout du fil sans quitter votre siège. Ne perdez plus de temps à vous déplacer. » [Traduction] La compagnie Northern Electric s'adressait également à un public résidentiel, auquel elle promettait confort et tranquillité d'esprit. Une publicité pour le

téléphone de la Northern Electric, figurant dans le programme de l'édition de 1914 de l'ENC, offrait la garantie suivante : « Des communications instantanées sur les bulletins du marché, les tempêtes, les maladies, l'assistance dont vous avez besoin, etc. ... Depuis votre maison ou votre ferme, restez en lien étroit avec le monde extérieur. » [Traduction]

Dans les années 1920 et 1930, les innovations technologiques en matière de musique, de radio et de télévision ont renforcé encore un peu plus les liens à l'échelle du Canada. En 1920, la Compagnie Marconi installe un émetteur radio dans le pavillon du chemin de fer (aujourd'hui le pavillon de la musique), fait jouer de la musique sur un phonographe et la diffuse par le biais d'un appareil récepteur situé dans le bâtiment d'horticulture, environ 100 mètres (320 pieds) plus loin. La musique ne se cantonnait plus à une seule pièce. En 1922, le *Toronto Daily Star* (aujourd'hui le

Toronto Star) va encore plus loin : afin de démontrer le potentiel de la radio sans fil, le quotidien fait circuler un véhicule de diffusion radiophonique aux quatre coins de la foire pour donner des nouvelles du monde à des milliers de personnes.

Les manifestations de ce type se sont poursuivies jusque dans les années 1930. Plusieurs stations de radio, dont CFRB et la radio amateur VE9CNE, s'installaient à l'ENC pour la durée de la foire, transférant sur place toutes leurs activités de radiodiffusion et de studio. Des programmes comme « ABC of Broadcasting » (1935) présentaient le cycle de la radiodiffusion, depuis l'enregistrement en studio jusqu'à la diffusion dans les postes radio des salons de tout le pays.

Dans le domaine du cinéma, le gouvernement de l'Ontario a joué un rôle important pour faire découvrir aux Torontoises et Torontois des images du reste de la province. En 1932, l'Ontario Motion Picture Bureau présente des « courts métrages intéressants » avec des actualités des jours précédents, souvent quelques heures à peine après le déroulement des faits. Dès

La vitrine des nations, 1924. Collection du programme d'archives de l'ENC.



1939, les Canadiennes et Canadiens découvrent un premier aperçu de la télévision à l'occasion d'une manifestation présentant un studio de télévision complet, organisée par le *Toronto Daily Star* et RCA Victor. Juste quelques mois plus tôt, la télévision avait été présentée pour la première fois aux États-Unis, à l'exposition universelle de New York.

Dès 1941, d'autres innovations comme les transmissions de fac-similés (plus connus sous le nom de télécopies), et même des technologies de voix artificielle, sont présentées à l'ENC. Exposé avec la permission de la Compagnie de Téléphone Bell du Canada, le Voder – contraction de « Voice Operation Demonstrator » – permettait de reproduire toute tonalité ou tout son émis par une voix humaine, par le seul truchement des courants électriques. Des téléphonistes spécialement formés utilisaient un ensemble de clés correspondant au système vocal humain pour faire parler une « étrange voix mécanique » baptisée Pedro.

Entre 1942 et 1946, l'ENC ferme ses portes pour servir de base et de centre de démobilisation des forces armées déployées pendant la Seconde Guerre mondiale. Dès 1947, l'Exposition nationale canadienne reprend ses droits, et les dernières nouveautés en matière de technologie des communications – ainsi que les autres avancées majeures – sont présentées à des

millions de Canadiennes et Canadiens curieux de les découvrir. Depuis les démonstrations de radars, en 1948, jusqu'à la présentation de son « Colour Network » (le premier réseau de télévision couleur en circuit fermé au Canada), en 1964, en passant par les simulations de réalité virtuelle, en 1996, l'ENC est à la pointe des nouvelles technologies de communication.

En 2016, l'ENC crée son « Innovation Garage » (garage de l'innovation) – une manifestation de trois jours mettant en vedette les jeunes entreprises les plus brillantes, les nouvelles technologies et les innovations. Le « Garage » est devenu un lieu où les visiteurs de la foire peuvent toucher, goûter et ressentir la technologie, et interagir avec des innovateurs, ce qui rappelle les origines de l'ENC, dont l'objet est de faire découvrir le meilleur des nouvelles technologies. L'ENC continuera de suivre les évolutions du monde et restera toujours une vitrine permettant de célébrer et de présenter les nouvelles technologies.

Alicia Cherayil est la responsable du développement de produits au département des arts et du patrimoine (« Arts & Heritage »)/des archives de l'ENC (« CNE Archives ») de l'Exposition nationale canadienne.

Jacqueline Edwards est l'archiviste principale du programme des registres et des archives (« Records & Archives ») de l'Exhibition Place.

Le véhicule de diffusion radiophonique du *Toronto Star*, vers les années 1920. Collection de photographies d'archives de l'ENC.





“Apprendre le fonctionnement de l’anishinaabemowin permet de mieux comprendre la culture.”



La grand-mère de l’auteur, Beatrice McCue.
Photo : Duncan McCue

Plus que des mots : pourquoi j’essaye d’apprendre la langue de mes ancêtres

Par Duncan McCue

La perte de notre langue

J’appartiens à la Première Nation chippewa de l’île Georgina, dans le Sud de l’Ontario. Mon peuple se donne le nom d’Anichinabé, qui se traduit littéralement par « bonne personne ». Notre langue est l’anishinaabemowin. Je ne la parle pas, alors que mon arrière-grand-mère et mes grands-parents la parlaient couramment. Ils étaient de fiers Anichinabés, mais n’ont pas transmis la langue. J’imagine qu’ils pensaient que leurs enfants auraient davantage de possibilités s’ils parlaient anglais. Je suppose que le racisme et les pressions pour s’assimiler peuvent également être mis en cause. Dans ses vieux jours, ma grand-mère a eu la douloureuse sensation de perdre sa langue. Elle est allée à l’université pour devenir instructrice certifiée d’anishinaabemowin. Durant sa soixante-dizaine, elle s’est mise à enseigner aux élèves de notre communauté.

Avec le recul, comme j’aurais aimé apprendre d’elle. Hélas, j’étais accaparé par ma carrière de journaliste et mon rôle de parent. Lorsque je lui rendais visite pendant l’été avec ses petits-enfants, elle leur chantait des comptines en anishinaabemowin. Elle leur montrait des oiseaux et des animaux. Piichi – rougegorge. Jidmoo – tamia. Mais les mots et les chants m’échappaient aussitôt dans l’avion. Quand elle est décédée, j’ai hérité d’un de ses dictionnaires d’ojibwé. Je me suis dit que ça serait utile pour écrire. Las, chercher une traduction en ojibwé pour expliquer les concepts intellectuels liés à l’indigénéité et la comprendre vraiment sont deux choses différentes.

C’est le rire qui a encore attisé ma soif. Les taquineries et les plaisanteries, tellement indissociables de notre culture, paraissaient plus riches lorsque notre peuple parlait anishinaabemowin. Ça a créé un vide dans mon cœur, ne pas parler ma langue maternelle. Et une seule personne était capable de combler ce vide.

Retour à l’école

Il y a dix-huit mois, j’ai décidé de commencer à fréquenter des cours libres d’anishinaabemowin au Native Canadian Centre de Toronto. Deux heures de cours deux fois par semaine. Quand je me suis présenté au premier cours, je connaissais quatre mots d’anishinaabemowin : Aaniin. Miigwech. Maa’ingan. Gookoosh.

Presque chaque Nish sait dire « bonjour » et « merci ». Je connais mon clan : « loup ». Et « cochon », ce que nous disaient nos grands-parents quand nous engloutissions notre nourriture trop vite.

Pendant ces premiers cours, quel embarras d’articuler ces sons peu familiers avec ma langue d’anglophone. Mais l’ancien Alex



Un tatouage sur la main du professeur Ninaatig Pangowish tient lieu d’appel permanent à la pratique (« practive ») de la langue. Photo : CBC Licensing.

Jacobs nous a encouragés à nous présenter à la manière traditionnelle des Anichinabés, en nous situant par rapport à la terre et aux autres. J’ai récité mon nom, mon clan, mon peuple, ma patrie. « Aanakwadans ndizhinikaaz. Ma’iingan ndodem. Anishinaabe ndaaw. Toronto ndi’daa... »

En tant qu’apprenant d’une langue seconde, je trouve parfois l’anishinaabemowin difficile à saisir. Il est axé sur le verbe. En anishinaabemowin, il est possible d’exprimer une pensée complète à l’aide d’un seul verbe, en ajoutant des préfixes et des suffixes pour indiquer qui fait quoi à qui et quand. L’auteur anichinabé David Treuer suggère qu’une fois qu’on a fini de jouer avec, un verbe donné peut compter 4 000 formes différentes en anishinaabemowin.

Voici un autre casse-tête : il n’y a pas de pronoms « il/elle ». Plutôt que se focaliser sur le genre, la distinction majeure se fait entre maaba et maanda (qui se traduisent de manière imprécise par « animé » et « inanimé »). Les personnes et les animaux sont classés parmi les animés, tout comme certaines autres choses qu’un anglophone considère comme inanimées : une pierre, un tambour, une pipe, une marmite.

À mesure que je commence à déchiffrer le fonctionnement de l’anishinaabemowin, j’approfondis ma compréhension de la façon merveilleuse dont mes ancêtres percevaient et décrivaient notre monde. Et je me rends compte que le risque qu’elle disparaisse est grand.

Rester vivante

Malgré les efforts résolus de tant de gardiens de la langue et de linguistes qui préservent et enseignent les langues autochtones, ces dernières sont en déclin constant. Les raisons sont nombreuses, notamment la politique des pensionnats indiens du gouvernement du Canada, qui

nous a privés, nous autres peuples autochtones, de nos langues en séparant les enfants de leur famille. En 2010, lorsque l’UNESCO réalise son enquête sur la vitalité des plus de 60 langues autochtones au Canada, elle conclut que seule une poignée d’entre elles – le cri, l’ojibwé, l’oji-cri, l’inuktitut et le déné – restent fortes et viables. La majorité de ces langues sont considérées comme « menacées ».

Tenace, l’anishinaabemowin tient bon, en partie parce qu’il est parlé dans toute la région des Grands Lacs aux É.-U., ainsi qu’en Ontario et au Manitoba. Dans le Sud de l’Ontario, cependant, le pourcentage de locuteurs de l’anishinaabemowin a chuté d’environ 60 p. 100 au cours des 20 dernières années, selon un récent sondage mené par la Nation anichinabée auprès de ses Premières Nations membres. La Commission de vérité et réconciliation a recommandé que les langues autochtones soient reconnues comme « une composante fondamentale et valorisée de la culture et de la société canadiennes ».

Dabaadendiziwin (Humilité)

Mon professeur d’anishinaabemowin, Ninaatig, a les bras recouverts de tatouages, mais un mot tatoué sur sa main me parle tout particulièrement : « practice » (pratique). Honnêtement, je suis loin d’être un élève dévoué. Mon travail est exigeant, et je rate sans arrêt les cours. J’ai mis du temps à comprendre qu’il me fallait étudier à la maison si je voulais retenir le vocabulaire.

Heureusement, il y a une appli pour ça.

Millénial calé en technologie, Ninaatig a entré des noms et des syntagmes dans un outil d’apprentissage en ligne. Sur mon téléphone intelligent, je fais défiler des cartes-éclair, je fais la course contre la montre, je réponds à des questionnaires. L’analytique suit mes progrès, ou mon absence de progrès.

Mes objectifs sont modestes. J’aimerais apprendre suffisamment de mots pour pouvoir les utiliser un jour lors de cérémonies, peut-être tenir une brève conversation.

Quand j’ai besoin d’inspiration, je me tourne vers un mot que j’ai griffonné sur un papillon adhésif :

« Pii gegoo zanagag aabdeg dibaadenimoying. »

Traduction grossière : « Quand quelque chose est difficile, il est bon de faire preuve d’humilité. »

La tâche est ardue. Je vais persévérer. Parce que nos langues représentent plus que des mots : elles nous aident à définir qui nous sommes, et ce, selon nos propres termes.

Duncan McCue anime l’émission Cross Country Checkup sur CBC Radio One et travaille comme correspondant pour le journal télévisé The National sur CBC. Il est anichinabé et appartient à la Première Nation chippewa de l’île Georgina. Source : CBC Licensing.

« Parce que nos langues représentent plus que des mots : elles nous aident à définir qui nous sommes, et ce, selon nos propres termes. »



Le mot « ahneen », qui signifie « bonjour » en anishinaabemowin, figure sur le pas de la porte du Native Canadian Centre. Photo : CBC Licensing.

Psst! Vous détenez un secret?

L'exposition *Chiffrer | Déchiffrer* du Musée des sciences et de la technologie du Canada

Par Molly McCullough

Chiffrer | Déchiffrer est une exposition sur l'utilisation de codes pour protéger les secrets. Conçue par le Musée des sciences et de la technologie du Canada (MSTC) en partenariat avec le Centre de la sécurité des télécommunications Canada (CSTC), cette exposition itinérante présente de façon accessible et amusante le sujet pourtant complexe et sérieux du chiffrement des communications. L'exposition thématique donne des exemples à la fois historiques et contemporains de modes de transmission sécuritaire des secrets, et souligne la nécessité, pour les personnes comme pour les états, de protéger leurs communications.

La cryptologie, l'étude du chiffrement et du déchiffrement de l'information, n'est pas un sujet évident à traiter dans une exposition. Les notions sont souvent difficiles à aborder, et beaucoup

des concepts contemporains sont hermétiques ou insondables. Dans *Chiffrer | Déchiffrer*, des illustrations colorées sont utilisées pour représenter des technologies numériques impénétrables et pour expliquer des événements et des situations complexes. Des activités interactives contribuent à clarifier certains concepts ardues. L'exposition commence par « Vous détenez un secret? », une activité consistant à trouver les éléments de base d'un code sur un grand cadran de chiffrement. Dans cette activité, l'algorithme de chiffrement (le processus permettant de chiffrer un message écrit en langage clair) consiste à remplacer une lettre de l'alphabet par une autre, et la clé de chiffrement (les paramètres du processus) détermine l'ampleur du décalage alphabétique.

Le volet central de l'exposition – « Les messages secrets » – aborde les secrets à la fois du point de vue des personnes qui essaient de préserver la confidentialité des communications et de celles qui cherchent à déchiffrer les messages privés des autres. Dans le cadre du mandat spécifique du MSTC, qui consiste à démystifier le fonctionnement de la technologie tout en montrant son importance culturelle et historique, cette partie démonte les mécanismes technologiques susceptibles d'intéresser les visiteurs. « Les messages secrets » présente des objets dont les visiteurs auront probablement entendu parler, mais qu'ils n'ont pu voir que dans des films et des livres. Rendue célèbre par Benedict Cumberbatch et Keira Knightley dans *Le jeu de l'imitation*, l'Enigma est une machine à chiffrer électromécanique complexe que l'Allemagne a utilisée pendant la Seconde Guerre mondiale pour protéger des communications ultra-secrètes. Dans notre exposition, pour démêler le fonctionnement de cette machine à chiffrer, les visiteurs découvrent comment l'Enigma chiffre les messages sur une station numérique interactive



Cette machine Enigma a été récupérée dans un sous-marin allemand. Elle a été prêtée par le Centre de la sécurité des télécommunications Canada et est exposée dans *Chiffrer | Déchiffrer*. Photo: Pierre Martin (Ingenium – Musées des sciences et de l'innovation du Canada).



Noyaux de l'induit provenant de machines à chiffrer Typex, prêtés par le Centre de la sécurité des télécommunications et exposés dans *Chiffrer | Déchiffrer*. Le Canada et la Grande-Bretagne ont utilisé des machines Typex pour chiffrer des messages, à partir de la Seconde Guerre mondiale et jusque dans les années 1960. Photo: Pierre Martin (Ingenium – Musées des sciences et de l'innovation du Canada).

mise à disposition. Des pièces provenant de machines à chiffrer Typex (un type de machine que le Canada et la Grande-Bretagne ont utilisé pour chiffrer des messages, à partir de la Seconde Guerre mondiale et jusque dans les années 1960) sont présentées avec l'Enigma pour montrer la structure interne de ces machines. Tous les objets exposés proviennent de la collection du CSTC, qui n'est généralement pas accessible au grand public.

Le chiffrement est monnaie courante dans le monde contemporain et *Chiffrer | Déchiffrer* ne néglige pas la technologie numérique. Des illustrations montrent comment le protocole de sécurité de la couche transport protège les secrets envoyés par courriel, et brossent le portrait de pirates informatiques qui suivent les activités en ligne de personnes dont le chiffrement du réseau Wi-Fi est trop faible. Dans ces éléments graphiques, le rôle de la méchante est endossé par un personnage amusant et récurrent, la cyberfouineuse, qui est également la protagoniste principale de la partie intitulée « La vie privée dans un monde branché ». Si le chiffrement permet de protéger un grand nombre de nos activités en ligne, les fouineurs informatiques cherchent des moyens de contourner nos codes. Dans l'activité interactive de cette partie, il est demandé aux visiteurs de réfléchir à la façon dont leurs choix protègent – ou mettent en danger – leur vie privée en ligne. À chaque mauvais choix, la cyberfouineuse s'immisce un peu plus dans la vie des visiteurs.

Le MSTC s'efforce d'inciter les Canadiennes et Canadiens à s'intéresser à leur passé et à leur avenir scientifique et technologique. La partie « Êtes-vous cryptodétective? » de *Chiffrer | Déchiffrer* invite avec espièglerie les visiteurs à envisager un avenir dans le domaine de la cryptologie. Comme les énigmes peuvent être un bon indicateur de

l'aptitude à chiffrer et à déchiffrer l'information, cette partie propose aux visiteurs une série de casse-tête pour tester leur logique, leur créativité en matière de résolution de problèmes, leur imagination et leur perception spatiale. Les participants forment souvent des groupes pour résoudre ces énigmes. Il est intéressant de noter que l'âge d'un visiteur n'est pas un élément prédictif de sa réussite.

Chiffrer | Déchiffrer est destinée aux familles ayant des enfants âgés de huit ans ou plus, mais certaines activités sont également accessibles à un public plus jeune. Les activités interactives de la partie « Percer les chiffres en trouvant la clé » permettent de comparer deux méthodes que les gens emploient pour déchiffrer les secrets protégés des autres. L'attaque par force brute consiste pour une personne (ou un ordinateur) à tester toutes les clés possibles pour trouver celle permettant de déchiffrer le code. Si l'on dispose de suffisamment de temps, n'importe quel code peut être déchiffré de cette façon. Une autre solution consiste à trouver des modèles, constituant des indices, dans le texte chiffré. Dans ces activités interactives, les visiteurs doivent repérer des modèles et lutter contre la montre pour trouver la bonne clé parmi un éventail de possibilités.

Chiffrer | Déchiffrer est actuellement en tournée. Pour obtenir la liste des dates et des lieux d'exposition, consultez <https://ingeniumcanada.org/fr/expositions-itinerantes>.

Molly McCullough est conservatrice adjointe chez Ingenium – Musées des sciences et de l'innovation du Canada.



Les visiteurs apprennent à chiffrer et à déchiffrer des messages secrets sur le grand cadran de chiffrement de l'exposition. Photo: Pierre Martin (Ingenium – Musées des sciences et de l'innovation du Canada).



« Cela m’émeut profondément de l’entendre par ces enregistrements, car j’ai l’impression qu’il me tend la main depuis le passé, depuis l’au-delà. C’est un sentiment assez extraordinaire. »

– Bernice Kahgee, petite-nièce de Robert Thompson

Les voix de Chief’s Point

Par Amber Lloydlangston et Bimadoshka Pucan

En 1938, Edwin Seaborn, un médecin de London, collabora avec les aînés anichinabés, Pe-wak-a-nep (surnommé Robert Thompson) et sa femme Eliza pour enregistrer des récits et chants anichinabés. Les chants, parmi lesquels figuraient *Tecumseh’s Story*, *Beaver Story*, *Thunder Bird Medicine Story* et *Chippewa Love Song* (L’Histoire de Tecumseh, L’Histoire du castor, L’Oiseau-tonnerre : une histoire de la médecine, La Chanson d’amour chippewa), étaient gravés sur huit cylindres de cire et sept disques en aluminium enduit de vernis-laque. Edwin Seaborn reproduisit le récit *Tecumseh’s Story* dans son livre *The March of Medicine in Western Ontario*, publié en 1944. Les autres, ainsi que le décrit la chercheuse anichinabée Bimadoshka Pucan, « dormaient sur une étagère depuis 80 ans. Personne ne savait qu’ils se trouvaient là. Personne n’avait conscience de leur importance. » [traduction] Comment ont-ils refait surface?

C’est en 2011 que Bimadoshka Pucan découvre le livre d’Edwin Seaborn. Elle reconnaît dans l’histoire et le cadre narrés dans *Tecumseh’s Story* ceux de son propre peuple, la Première Nation de Saugeen. Elle se lance alors à la recherche des disques et des cylindres. Se trouvaient-ils à l’Université Western? Non. Dans la salle London de la

bibliothèque publique de London? Non. Au musée de London? Enfin, une réponse positive! La famille Seaborn avait fait don des disques et des cylindres au musée en 1975. Demeurait une question : quelle serait la prochaine étape?

Bimadoshka Pucan et le personnel du musée de London travaillèrent main dans la main pour obtenir des réponses. Nous souhaitions numériser les disques et les cylindres et organiser une exposition pour les mettre à l’honneur. Nous souhaitions rapatrier ce legs intellectuel au sein de la Première Nation de Saugeen afin que celle-ci puisse transmettre, selon ses propres coutumes, les chants et les récits au plus grand nombre. Bimadoshka Pucan confirme : « Je ne voulais pas que les fichiers numériques prennent la poussière sur une étagère numérique pour les 80 années à venir. Je voulais que ce bien culturel fasse à nouveau partie intégrante de la communauté. »

Un objectif impossible à réaliser sans financement. Après avoir obtenu une subvention du Programme d’aide aux musées auprès du ministère du Patrimoine canadien, le personnel du musée dressa une liste des instituts de pointe dans la conservation et la numérisation. Les équipes

firent restaurer deux cylindres brisés au Williamstown Art Conservation Centre à Williamstown (Massachusetts). Et elles transmirent les disques et les cylindres au Northeast Document Conservation Center à Andover (Massachusetts), où ils furent numérisés au moyen d’une technologie ultramoderne sans contact baptisée IRENE.

La première écoute des chants et des récits numérisés fut pour Bimadoshka Pucan une expérience intense. Émue aux larmes, elle s’écria, « Je vous entends! » Il fallut ensuite rapatrier les fichiers numériques au sein de la Première Nation de Saugeen afin de solliciter les lumières des aînés et des enseignantes et enseignants initiés aux valeurs traditionnelles. Mais Bimadoshka Pucan appréhendait ce moment : « Je craignais qu’on pense qu’il ne fallait pas que j’écoute [ces chants et récits]. Je pensais que les gens s’emporteraient en découvrant que ces objets se trouvaient dans un musée depuis si longtemps. »

Ses craintes se révélèrent infondées. Les aînés et les enseignants initiés aux valeurs traditionnelles se sentirent d’emblée unis par un lien à ces chants et récits. Plusieurs reconnurent la voix de Robert Thompson. D’autres discernèrent des mots en langue anichinabée dont l’usage a changé ou n’est plus courant. Toutes et tous admirèrent la valeur que représentent ces chants et récits pour la culture et la médecine. Grâce aux aînés et aux enseignants initiés aux valeurs traditionnelles, Bimadoshka Pucan comprit que le contenu des cylindres et des disques présentait un caractère unique. L’ethnologue américaine Frances Densmoreregistra des milliers de chants chippewas (anichinabés) à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle. Mais les chants et récits de Robert Thompson n’en faisaient pas partie. Lori Kewaquom, coordinatrice des actions culturelles et de mieux-être au sein de la Première Nation de Saugeen, explique parfaitement bien ce que représentent les chants et les récits de Robert Thompson pour les générations actuelles : « Il est très, très important que nous sachions qui nous sommes et bénéficier d’un tel lien est tout simplement merveilleux. »

« Les Anichinabés forment un peuple résilient. Vigoureux. Capable de s’adapter. Un peuple travailleur. À même de réfléchir par lui-même. »

– Bimadoshka Pucan, conservatrice invitée, Voice of Chief’s Point

S’appuyant sur les connaissances et les enseignements de sa communauté, Bimadoshka Pucan a collaboré avec les équipes du musée de London – à titre de conservatrice invitée – pour mettre sur pied l’exposition Voices of Chief’s Point (Les Voix de Chief’s Point). Cet événement répond à une triple ambition : honorer la Première Nation de Saugeen, rendre hommage à Robert et Elizabeth Thompson, ainsi qu’au Dr Edwin Seaborn, et souligner le poids des chants et récits dans la renaissance d’un peuple et de sa culture dans le sillage dévastateur du programme de pensionnats autochtones et de la *Loi sur les Indiens*.

Nous pensons avoir répondu à nos objectifs. Dans un livre d’or, une Autochtone a glissé les mots suivants : « Entendre la langue de mon grand-père m’a émue aux larmes. Ces chants sont de puissants remèdes. » L’exposition est également plébiscitée par les membres de la population non autochtone.

Bimadoshka Pucan poursuit la transmission de ces chants et récits. L’exposition Voices of Chief’s Point sera présentée au musée et centre culturel du comté de Bruce en septembre 2019.

Amber Lloydlangston est la conservatrice responsable de l’histoire régionale au musée de London.

Bimadoshka Pucan est membre de la Première Nation de Saugeen et doctorante en anthropologie à l’Université Western. En 2019, la Fiducie a remis à Bimadoshka Pucan et au musée de London le Prix du lieutenant-gouverneur pour les réalisations en matière de conservation du patrimoine ontarien pour l’exposition Voices of Chief’s Point.



Pe-Wak-A-Nep (Robert Thompson) et le Dr Seaborn, v. 1939. Photo : Robert Thompson et Edwin Seaborn, fonds Seaborn, Western Archives, Université Western, London, Canada.

Comment je suis devenu journaliste

Par Paul Kennedy



Quand on me demande comment a démarré ma carrière, je réponds qu’il s’agit d’un accident. Je n’ai jamais étudié le journalisme. J’aspirais à devenir historien. Pour tout dire, je projetais de rédiger une thèse sur le Canadien Harold Innis, un historien de l’économie qui consacra ses écrits aux commerçants de fourrures, aux pêcheurs de morue, aux bûcherons, et aux protagonistes de l’extraction d’autres ressources primaires. Il énonça ce que l’on appelle la thèse des matières premières (*Staples Thesis*) et, vers la fin de sa carrière, il rédigea des ouvrages tels que *The Bias of Communication*. Ce curieux changement de cap déconcerta et dérouta la plupart des historiens classiques, mais il attisa ma curiosité. Il avait également, semblait-il, retenu l’attention de Marshall McLuhan. Dans la préface de *La Galaxie Gutenberg*, celui-ci qualifie ses propres travaux de « simple post-scriptum à l’œuvre de Harold Innis » [traduction].

Retour en 1976. Étudiant à l’Université de Toronto, je quittai un jour la bibliothèque Robarts (écrivain du fonds documentaire Harold Innis), traversai Queen’s Park pour rejoindre le Collège St. Michael’s, et frappai à la porte du bureau de Marshall McLuhan. Celui-ci se trouvait alors au sommet de sa popularité. Je n’étais pour ma part qu’un étudiant de troisième cycle, rattaché à un département autre que le sien. J’espérais qu’il m’épaulerait en tant que conseiller doctoral externe.

J’étais aussi pétri d’angoisse.

Marshall ouvrit la porte et m’invita à entrer. Il régnait dans son bureau un désordre sympathique. Des étagères croulant sous les livres s’alignaient sur chaque mur aveugle et des livres encore ouverts s’épalaient sur la moindre surface horizontale. L’homme se trouvait, de toute évidence, en plein travail, mais il me demanda s’il pouvait m’aider.

Je lui présentai le sujet de ma thèse – une biographie intellectuelle consacrée à Harold Innis. Il me questionna sur le département qui avait validé ce sujet. « Histoire, répondis-je. »

Il me demanda si [le département] serait ouvert à la contribution de conseillers externes issus d’autres disciplines et, avant même que je confirme avoir minutieusement étudié le règlement de l’université, il offrit de m’épauler.

Ce jour-là, notre conversation se poursuivit des heures durant. Nous évoquâmes Harold Innis, avec quelques détours, typiques de Marshall McLuhan, par la culture pop, la musique rock, la politique contemporaine et les commérages de l’université. À l’heure de prendre congé, j’avais accepté de préparer une bibliographie. Il avait accepté de me recevoir toutes les deux semaines, afin que nous échangeions nos points de vue sur plusieurs ouvrages. Il me fallait avant tout préparer l’examen de fin d’études, prévu en fin d’année, mais je disposerais de pauses régulières pour débattre de la science des médias avec « le maître à penser ».

Ces séances furent infiniment plus passionnantes que les activités du Département d’histoire. Je pris part à tous les séminaires obligatoires, m’acquittai des lectures imposées et, enfin, passai l’examen de fin d’études. Il était temps de me recentrer sur ma thèse, mais avant cela, j’avais rendez-vous chez mon directeur de recherche.

Son bureau était aussi désorganisé que celui de Marshall, mais le désordre y était bien moins sympathique. Il se dirigea vers une armoire de classement, en sortit une chemise en papier bulle rouge et

m’annonça : « Le comité des études supérieures a déterminé que votre sujet de thèse posait un double problème... » Il ouvrit la chemise. « Le premier est le sujet en lui-même. Il est bien trop ambitieux. »

« C’est pourtant le sujet que je souhaite aborder! lançai-je. Quel est l’autre problème? »

« Nous ne pensons pas qu’opter pour Marshall McLuhan comme conseiller externe constitue un choix judicieux. »

« Pourquoi? »

« Que pensera-t-on dans l’arrière-pays lorsque l’on apprendra que Marshall McLuhan conseille un doctorant en histoire du Canada? »

Sans me démonter, je me levai et signifiai que j’abandonnais mes études sur-le-champ, laissant derrière moi une généreuse bourse d’études.

De nouveau, je traversai Queen’s Park. Cette fois pour rejoindre l’ancien édifice du Collège Havergal,

au 354, rue Jarvis, qui hébergeait à l’époque le siège national du réseau radiophonique anglais de Radio-Canada. La productrice déléguée de l’émission *Morningside* était l’une de mes tuteurs de premier cycle. Je fis irruption dans son bureau sans même frapper. Elle me demanda de mes nouvelles. Je lui appris que je venais d’abandonner mon doctorat et que j’étais à la recherche d’un emploi. Elle n’était pas en mesure de m’embaucher, mais elle m’envoya à l’étage, à la rencontre [des responsables] d’une émission appelée *IDEAS*.

Et nous connaissons la suite de l’histoire.

Ce jour marqua le début de ma carrière de journaliste. Avant de quitter les lieux, j’avais décroché un accord verbal pour réaliser un documentaire sur le commerce de la fourrure qui serait diffusé dans l’émission *IDEAS*. Un an plus tard, on m’appela spontanément pour connaître mes projets pour la suite. Passée la surprise de savoir que

mon premier documentaire n’avait pas déplu, je proposai de réaliser un épisode consacré à Harold Innis. J’eus peine à croire la réponse, qui fut immédiate : pourquoi pas cinq épisodes?

C’est là que je pris la décision de consacrer toute ma carrière au journalisme. Cet instant inspira mon dévouement indéfectible envers *IDEAS*, devenue depuis ma seconde famille. C’est aussi à ce moment-là que Marshall McLuhan fit son retour dans l’histoire.

Je me rendis au Centre for Culture and Technology pour annoncer la bonne nouvelle à Marshall – cinq heures consacrées à Harold Innis dans l’émission *IDEAS*! Il me faudrait bien évidemment l’interviewer dans le cadre des cinq épisodes. Il m’adressa à son agente, M^{me} Molinari. Jointe le lendemain, celle-ci exigea un cachet de 10 000 dollars. Gêné, je lui confessai que le budget dont je disposais – pour l’intégralité de la série! – dépassait à peine la moitié de ce montant.

« Vous autres à Radio-Canada, vous ne manquez jamais de sous-estimer Marshall. Vous ne comprenez pas combien sa contribution est importante. »

Je tentai désespérément de lui faire comprendre que je n’étais qu’un simple pigiste, disposant de très peu d’appuis à Radio-Canada. Personne n’appréciait autant que moi le travail de Marshall, mais M^{me} Molinari avait les cartes en main et campa sur ses positions. Je me jetai à corps perdu dans le projet, présumant que Marshall McLuhan n’en ferait jamais partie. Le travail se révéla fascinant et divertissant. Des personnes « importantes » acceptèrent de répondre à mes questions à l’annonce que ce travail serait diffusé dans l’émission *IDEAS*. Personne ne déclina mes interviews.

Le soir de la diffusion du premier



Marshall McLuhan devant une remise à l’Université de Toronto. Photo : University of Toronto Archives et Robert Lansdale Photography Ltd.

opus, je croulais sous le travail, découpant les bandes radio et écrivant le texte du deuxième épisode, programmé pour la semaine suivante. Quelques minutes après 21 heures – heure à laquelle *IDEAS* rend l’antenne pour le Canada atlantique – mon téléphone se mit à sonner.

« Bonsoir, Paul... ici Marshall. Je souhaiterais prendre part à votre programme. »

« C’est ce que je souhaite aussi! J’ai vraiment besoin de vous! Mais M^{me} Molinari, à qui vous m’avez adressé, a exigé 10 000 dollars... »

« Oh, ne vous inquiétez pas pour elle. Elle ne comprend pas ces choses-là. Venez à la maison dimanche après-midi pour que nous discussions à nouveau de Harold Innis. »

Les auditeurs attentifs auront remarqué que Marshall McLuhan avait contribué aux cinq volets consacrés à Harold Innis à l’exception du premier, mais personne ne m’en fit la remarque. Ce détail n’attira pas non plus l’attention des spécialistes ou des théoriciens qui consacrèrent des ouvrages ou des biographies au maître à penser des médias. Peut-être est-ce de circonstance pour une personne qui se considérait comme un simple « post-scriptum ».

Marshall McLuhan me préserva d’une carrière universitaire qui se serait avérée bien moins captivante que le cheminement que j’eus le privilège de suivre. Cela ne signifie pas qu’il faudrait le montrer du doigt (ou l’encenser) pour avoir impulsé ma carrière dans les médias. Je pense qu’il ne se doutait pas qu’il y contribuait. Il était simplement cet être humain infailliblement affable et généreux, même si ses biographes ne mentionnent guère cette facette de l’homme.

Je suis reconnaissant de cette occasion qui m’est donnée pour vous adresser, avec un temps de retard, un immense merci!

Paul Kennedy a présenté pendant 20 ans l’émission historique IDEAS diffusée le soir sur les ondes de Radio-Canada (CBC). Il prendra sa retraite à la fin du mois de juin 2019.



Marshall McLuhan par terre dans son bureau. Photo : University of Toronto Archives et Robert Lansdale Photography Ltd.

Qui était Herbert Marshall McLuhan?

Herbert Marshall McLuhan (1911-1980) était un théoricien des médias célèbre pour avoir été le premier à prononcer les mots « the medium is the message » (le message, c’est le médium). Né à Edmonton, en Alberta, Marshall McLuhan décroche un doctorat en littérature à Cambridge en 1943. En 1946, il est embauché comme professeur d’anglais par le Collège St. Michael’s de l’Université de Toronto.

Il acquiert une certaine renommée en étudiant les effets des médias de masse sur le comportement humain et publie, en 1964, *Understanding Media: The Extensions of Man (Pour comprendre les médias)*, qui lui vaut d’être remarqué à l’international. Les idées exprimées dans *Understanding Media* ont été vulgarisées dans un livret intitulé *The Medium is the Massage (le titre était erroné – il aurait dû se lire *The Medium is the Message*)* qui s’est vendu à un million d’exemplaires.

Marshall McLuhan a fondé le Centre for Culture and Technology de l’Université de Toronto, lieu de recherche et de discussion, et d’approfondissement de ses idées. Son héritage se perpétue au Centre, qui s’appelle désormais McLuhan Centre for Culture and Technology et appartient à la faculté des sciences de l’information.

CKLW – The Big 8 : la station de radio américaine n° 1 au Canada

Par Ron Leary

La station de radio la plus écoutée à Détroit à la fin des années 1960 était CKLW – The Big 8. Elle égayait toute une région. En descendant l’avenue Woodward, on pouvait l’entendre rugir de toutes les directions – depuis les voitures en circulation, dans les commerces et par les fenêtres ouvertes des maisons. CKLW était la toile sonore d’une région entière et la bande son de toute une génération. Mais la station n° 1 à Détroit n’émettait pourtant pas de Détroit. Ses 50 000 watts de puissance AM, dont les ondes se propageaient à travers le Sud de l’Ontario et dans plus d’une dizaine d’États américains, émanaient en fait de la rive sud de la rivière Détroit, à Windsor, en Ontario.

The Big 8 n’était qu’exaltation et rythmes endiablés. Son style audacieux et innovant a révolutionné la diffusion tout autant que la consommation des programmes radiophoniques et des médias. Son format permettait de « balancer » des tubes à la chaîne, sans relâche. Grâce à ses présentateurs, les nouvelles étaient aussi passionnantes que la musique diffusée. Son ingénieur, le « génie du son » Ed Buterbaugh, a repoussé les capacités de la fréquence AM, créant une détonation supersonique qui a permis à la station de dépasser toutes ses concurrentes. CKLW vibrait du pouvoir grandissant de la jeunesse, d’une nouvelle génération qui demandait à être écoutée autant que la station elle-même.

La musique était la colonne vertébrale de CKLW. C’était la « radio des tubes », et son règne à la tête du marché radiophonique avant-gardiste de Détroit reposait sur sa capacité de

mêler harmonieusement le R&B « noir » et le rock’n’roll « blanc » d’une façon que la plupart des stations américaines ne pouvaient pas approcher. C’est Rosalie Trombley, pionnière de la radio et directrice musicale connue comme la « femme aux oreilles d’or », qui menait la danse pour dénicher les tubes. Elle était « la femme la plus puissante dans le monde de la musique pop » parce qu’elle *faisait* les carrières. Grâce à son instinct infaillible et au vaste réseau dont elle disposait pour recueillir des données précises sur les habitudes d’achat et d’écoute dans la région, lorsqu’elle ajoutait une chanson à la liste de diffusion hebdomadaire, *CKLW Big 30*, les stations de toute l’Amérique du Nord prêtaient l’oreille. Son flair unique a influencé des carrières aussi diverses que celles d’Elton John, de Diana Ross & the Supremes, de Bob Seger, de Stevie Wonder, d’Alice Cooper et de KISS.

Avec The Big 8, Windsor est devenue une « passerelle » sur le marché radiophonique permettant de faire connaître des artistes exécutants canadiens aux États-Unis. Comme les débouchés sur le marché national étaient limités, les artistes exécutants canadiens ont toujours été tentés par le public américain et ses perspectives lucratives. Rares sont ceux qui ont plus bénéficié de la popularité de la station que The Guess Who. Même si le groupe connaissait déjà le succès au Canada, sa carrière est entrée dans une autre dimension lorsque CKLW a diffusé *These Eyes* en 1969. Du jour au lendemain, ils avaient signé avec le label américain RCA Victor, et dans l’année qui a suivi, leur chanson *American Woman* s’est classée n° 1 au palmarès du *Billboard*. CKLW était à la manœuvre pour



propulser la carrière de nombreux artistes et groupes canadiens, comme Steppenwolf, The Stampeders, Bachman-Turner Overdrive, Burton Cummings, The Bells, Five Man Electrical Band, The Poppy Family et beaucoup d'autres. Pour reprendre les propos de Gordon Lightfoot, la radio de Windsor a fait de Détroit « la première grande ville américaine où vous étiez susceptible d'être écouté ».

Toutefois, en 1970, les nouveaux règlements relatifs au contenu canadien (CanCon) ont fortement compromis la compétitivité de la station au sein du marché radiophonique de Détroit. Pour respecter ces règlements, il a fallu réduire drastiquement la diffusion de musique R&B « noire ». Sur une note plus positive, ces changements ont permis à l'industrie canadienne de l'enregistrement sonore de voir le jour en un rien de temps, et le marché a connu une « grande bousculade » visant à combler l'espace nouvellement créé pour les artistes canadiens. Mais comme l'industrie n'en était qu'à ses premiers pas, CKLW n'a pas pu remplacer les tubes sur lesquels elle s'appuyait pour asseoir sa domination sur le marché radiophonique. Malgré ces contraintes, CKLW a tout de même conservé sa place de n° 1 jusqu'en 1973. Cependant, avec la fragmentation croissante de l'auditoire consécutive à la montée des radios FM tout au

long des années 1970, les audiences de CKLW allaient continuer de baisser. En 1984, le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) a sonné le glas de CKLW en refusant sa demande visant à relancer la station sur la bande FM. Peu de temps après, CKLW a hissé le drapeau blanc, licencié tout son personnel et modifié ses formats.

L'histoire de The Big 8 reste néanmoins l'une des aventures radiophoniques les plus enthousiasmantes et les plus singulières du XX^e siècle. Elle s'est déroulée dans une petite ville frontalière généralement considérée comme vivant dans l'ombre de Détroit et non comme un grand foyer d'influence culturelle. C'est pourtant bien cette ville qui a un temps hébergé l'une des stations de radio les plus écoutées et les plus influentes en Amérique du Nord.

Ron Leary est un artiste exécutant qui anime une radio universitaire et qui est actuellement inscrit au programme de baccalauréat ès arts en histoire de l'Université de Windsor.

Tableau de la guerre des affiches au Canada

Par Jay Young

Dans la mémoire populaire et de l'avis de nombreux historiens, la Première Guerre mondiale fait la jonction entre un XIX^e siècle qui s'étire et l'âge moderne. De la montée en puissance du pouvoir d'État aux nouvelles normes sociales, la guerre accélère les tendances qui couvaient au Canada au cours des années l'ayant précédée. Elle a également une incidence sur les supports de communication. Même si les journaux restent la principale source d'information pour la majorité des Canadiens et des Canadiennes, les films d'actualités au cinéma et d'autres nouveaux supports deviennent plus courants.

Les affiches de guerre – des imprimés allant du petit placard au grand panneau d'affichage et véhiculant des messages par le biais de texte et d'images – reflètent un grand nombre des changements entraînés par la guerre. Bien que la technologie de la lithographie date de la fin des années 1700,

les affiches de la Première Guerre mondiale emploient des techniques de communication visuelle venant de la publicité commerciale. Le contenu des affiches s'inspire des conceptions traditionnelles du genre, de la vertu et de la loyauté, mais les présente par l'intermédiaire d'un média de masse à une société de masse émergente. Les affiches sont à ce point consubstantielles des communications de l'époque que les spécialistes qualifient le conflit de « guerre des affiches ».

Pour celles et ceux d'entre nous qui désirent aujourd'hui se renseigner sur cet aspect « graphique » du conflit, il existe aux quatre coins du Canada des dépôts abritant de vastes collections d'affiches de guerre, nombre desquelles sont numérisées et faciles d'accès pour les chercheurs. La collection d'affiches de guerre des Archives publiques de l'Ontario compte 295 pièces, dont 158 proviennent du Canada du temps de la



Pour que la terre leur soit légère, artiste : F.L. Nicolet, [entre 1914 et 1918]. Archives publiques de l'Ontario.



Canada's Egg Opportunity, Commission canadienne du Ravitaillement, [v. 1918]
(Archives publiques de l'Ontario)

Première Guerre mondiale. Ces affiches ont beau avoir été produites pour être placardées immédiatement, elles restent une source de tout premier ordre pour comprendre comment la guerre a été « vendue ».

Les affiches promeuvent généralement une cause spécifique. De nombreuses pièces appartenant à la collection des Archives publiques prient leurs spectateurs de faire une contribution financière à l'effort de guerre par l'intermédiaire d'obligations de la Victoire ou du Fonds patriotique canadien, qui apporte un soutien aux familles de militaires. Le recrutement est un autre thème populaire, avec des affiches qui en appellent à la virilité des hommes, à l'influence des épouses sur leurs maris, ou à l'identité ethnique des potentielles recrues. D'autres affiches exhortent à accroître la production agricole ou industrielle. Dans l'ensemble, les affiches cherchent à renforcer le soutien public en faveur de la guerre et à créer une cohésion sociale – quitte à représenter de manière caricaturale les dirigeants et les peuples des nations ennemies.

Durant les premières années de guerre, la production d'affiches est décentralisée et ad hoc. Les comités de recrutement locaux, les régiments ou d'autres organismes se procurent des affiches à titre individuel auprès d'imprimeries situées à Toronto, Hamilton et dans d'autres

localités, qui emploient des graphistes (certains, comme J.E. Sampson, feront de brillantes carrières durant les années d'après-guerre). Les affiches canadiennes présentent parfois des similitudes avec d'autres modèles populaires conçus en Grande-Bretagne et dans les autres pays alliés.

Dès 1916, le gouvernement fédéral instaure le service des affiches de guerre, chargé de créer une imagerie promotrice des objectifs de la Commission canadienne du Ravitaillement et des autres initiatives menées en temps de guerre. Souvent, il existe des versions identiques en français et en anglais. Les affiches de guerre, comme tant d'autres choses durant le conflit, se font l'écho de l'influence croissante du gouvernement fédéral sur la vie des Canadiens et des Canadiennes. Cependant, leurs messages reflètent également une autre évolution : le sentiment d'aventure et d'optimisme des débuts cédant au désir désespéré et sincère d'en finir avec un conflit qui s'éternise.

Si le tirage des affiches va de quelques centaines d'impressions à des dizaines de milliers pour les campagnes les plus importantes, leur impact direct sur la population canadienne est difficile à quantifier. Les affiches ont-elles permis d'accroître le soutien financier, le recrutement et la mobilisation? Il est notoirement délicat de comprendre comment les publics interprètent les supports de communication, en particulier lorsqu'on étudie le passé. Il est possible d'affirmer que les affiches de guerre – placardées dans les bureaux de recrutement, les centres de transport, les places publiques et les autres aires de trafic important – ont représenté une part considérable du paysage visuel du front intérieur. Elles ont aussi familiarisé la population canadienne avec les dispositifs de publicité commerciale, une tendance qui s'est poursuivie lorsque le conflit a pris fin en 1918.

D'expérience vécue, la Première Guerre mondiale s'est muée en souvenir collectif. Peu de Canadiens et de Canadiennes qui se rappellent le conflit étant encore en vie, les documents liés à la guerre conservés dans les archives et autres dépôts sont désormais d'autant plus importants. Les affiches de guerre documentent avec un détail saisissant non seulement la culture visuelle de l'époque, mais aussi les moyens employés par le gouvernement et les autres institutions pour communiquer la guerre aux Canadiens et aux Canadiennes.

Jay Young est agent des services de liaison aux Archives publiques de l'Ontario. Il est titulaire d'un doctorat en histoire de l'Université York. Découvrez davantage d'affiches canadiennes de la Première Guerre mondiale à l'adresse www.archives.gov.on.ca/fr/explore/online/posters/index.aspx.

Kinomaage Waapkong – Les roches qui enseignent

Par Anne Taylor



Centre d'interprétation du parc provincial Petroglyphs. Photo : Parcs Ontario.

Quand il se rend à Kinomaage Waapkong, connu sous le nom de parc provincial Petroglyphs en français, le visiteur est frappé par l'extraordinaire beauté du trajet en voiture qui le mène à l'intérieur du parc. Le spectacle est tout aussi magnifique sur le chemin du retour. Le caractère sacré du lieu apparaît comme une évidence et le site de pétroglyphes en attestera.

Kinomaage Waapkong a toujours revêtu une importance particulière pour les Premières Nations, et ce, bien avant la « découverte » des pétroglyphes. Nous savions qu'ils se trouvaient ici. Nos familles s'y rendaient en canoé. Les hommes repliaient la mousse et les matériaux détritiques qui protégeaient les gravures. Ils parlaient des enseignements. Les femmes reproduisaient les formes gravées dans leurs œuvres artisanales. Les enfants jouaient calmement et respectueusement, tout en écoutant les histoires et la voix douce de leurs grands-parents, de leurs tantes, de leurs oncles, de leur mère ou de leur père. Le site était ensuite de nouveau recouvert, ingénieusement dissimulé sous un tapis forestier jusqu'à la prochaine intervention de nos ancêtres pour nous rappeler qui nous étions.

Le regroupement de plus d'un millier de pétroglyphes dans un seul et même petit espace est à la fois incroyable et impressionnant. Nombre des enseignements qui accompagnent les formes gravées se sont perdus au fil du temps, mais de nombreux autres perdurent. Ces enseignements ont été transmis à d'innombrables générations, permettant ainsi aux apprenants d'en tirer parti dans leur propre vie.

De nombreuses Nations ont visité le site et, pour beaucoup, les enseignements et les interprétations diffèrent concernant les gravures. Tous sont pourtant valables et revêtent une grande importance.

Certains enseignements suggèrent que ce sont nos jeunes qui feront revivre nos traditions. Cela paraît évident en visitant Kinomaage Waapkong. Le site compte actuellement trois interprètes du patrimoine, un gardien du parc et deux préposés au point d'entrée qui partagent tous une ascendance avec les Premières Nations. Ces jeunes ont pris le temps de s'asseoir avec de nombreux aînés et détenteurs de savoir de Nations différentes, qui leur ont appris leurs histoires et leurs interprétations.

Ces enseignements ont profondément marqué le personnel et les visiteurs du parc, au point de changer leur vie. Les histoires et les enseignements qui sont associés aux gravures font partie de notre histoire orale depuis des générations. Les récits de voyage jusqu’au site sous prétexte de célébrer l’anniversaire du Roi ou de la Reine renvoient à une époque où régnait l’intolérance à l’égard du savoir autochtone. Les récits relatifs aux eaux guérisseuses font, quant à eux, désormais partie de notre histoire familiale.

Certaines des gravures font apparaître des systèmes de clan, qui évoquent nos responsabilités à l’égard de notre clan et les uns par rapport aux autres. Certains enseignements sont destinés aux femmes et font référence au lien qui les unit à la terre, à l’eau et à la lune. Ils portent sur nos rôles et nos responsabilités à l’égard de nos familles, de notre communauté et de nous-même. Les gravures nous rappellent le caractère sacré de la vie. D’autres enseignements sont destinés aux hommes. Ils portent sur les responsabilités et les obligations qui leur incombent de protéger, de nourrir et d’héberger les membres de leur communauté. Ils font allusion à la spiritualité de l’homme et à sa place dans la création.

Les formes gravées nous rappellent nos histoires sur la création, les histoires de Weneboozhoo, notre frère aîné, et de ses voyages. Les gravures nous renseignent sur les cérémonies et le transfert des connaissances. La pierre porte en elle la voix de nos ancêtres. L’eau qui coulait jadis sous la roche était, dit-on, la voix de nos enseignants et de nos guérisseurs.

Dans la culture anichinabée, les roches sont appelées M’Shoomisnaan, ce qui signifie « notre grand-père », car elles sont les témoins du temps passé et de tout ce qui s’est déroulé à cette époque. Les histoires que renferme la roche témoignent de notre relation avec la terre, l’eau et les êtres

avec lesquels nous partageons l’espace. Les enseignements dont la roche recèle nous aident à bâtir les bases solides nécessaires à une vie harmonieuse. C’est ce que nous appelons Bimaadiziwin.

Qu’elles soient cachées dans la roche ou représentées à sa surface sous forme de pétroglyphes, les connaissances sont précieuses. Nos ancêtres avaient le sentiment qu’elles revêtaient une telle importance pour nous, en tant qu’êtres spirituels, qu’ils se sont sentis obligés de les graver dans la pierre. Comme pour toute chose sacrée, cela a donné lieu à une cérémonie. Le seul fait qu’une cérémonie ait été organisée en ce lieu explique que cette terre, ce site soit tenu en très haute estime, mais aussi honoré et respecté par de nombreuses générations et de nombreuses Nations.

Les cérémonies continuent de représenter une composante importante de Kinomaage Waapkong. Nous pratiquons le jeûne en ce lieu. Nous y organisons des cérémonies de la suerie. Nous venons y trouver du réconfort auprès de nos ancêtres. Nous y offrons notre Semaa, notre tabac sacré.

Nous y célébrons notre histoire. Nous y organisons des fêtes, notamment en l’honneur des roches et des connaissances dont elles recèlent. Nous apportons nos tambours et nous chantons pour notre M’Shoomisnaan. Nous chantons pour nos ancêtres afin qu’ils nous connaissent et qu’ils sachent que nos cœurs sont encore solides. Nous prions et nous exprimons nos pensées, nos inquiétudes, nos problèmes et nos joies. Nous continuons aussi à transmettre ces enseignements aux générations suivantes, à travers nos histoires et nos chansons.

Anne Taylor (MaangKwan – Loon Feather) est la coordonnatrice de la communauté Anishinaabemowin auprès du centre culturel de la Première Nation de Curve Lake.

Kit Coleman : pionnière du journalisme

Par Barbara M. Freeman



Kathleen « Kit » Blake Coleman. Photo : The Carbon Studio – Bibliothèque et Archives Canada, PA-164916.

Kathleen Blake Coleman, que son lectorat connaît sous le surnom de « Kit », se détache du lot des journalistes ontariennes de son époque par son talent manifeste, son style vivant et sa propension à voyager et à rapporter depuis l’étranger, notamment de Cuba pendant la guerre hispano-américaine de 1898. Née en 1856 dans le comté de Galway, en Irlande, de fermiers tirant le diable par la queue, elle reçoit néanmoins une très bonne éducation. Comme le veut une pratique alors courante en Irlande, sa famille arrange son mariage avec un homme plus âgé, mais fortuné. Ce dernier ayant toutefois omis d’assurer sa subsistance dans l’éventualité de

son décès, la jeune veuve immigré au Canada au début des années 1880, en quête d’une nouvelle vie. À Toronto, elle survit à une deuxième union malheureuse avec un vendeur itinérant, ayant engendré un fils et une fille dont elle pourvoit aux besoins en tant que parent unique. Elle commence à travailler pour le *Toronto Daily Mail*, qui la recrute en 1889 en qualité de rédactrice de sa nouvelle page « Woman’s Kingdom » (le royaume de la femme).

Kit est une des premières femmes à tirer parti d’une période de forte croissance de l’industrie de la presse. Les entreprises, petites comme grandes, génèrent la publicité qui

finance les quotidiens, la technologie utilisée pour les produire devient plus sophistiquée, et le gouvernement de l’Ontario souligne à quel point il est important d’aller à l’école et de savoir lire et écrire, ce qui fait qu’un nombre croissant de personnes les lisent, décuplant le tirage. Cependant, l’espace qui se crée pour les femmes journalistes dans les journaux est sexospécifique, dans la droite ligne de la pensée populaire selon laquelle les femmes excellent naturellement dans la sphère domestique et devraient s’y cantonner. Les pages féminines sont le fruit de décisions commerciales prises par les propriétaires pour attirer les lectrices et les annonceurs faisant la publicité des produits ménagers qui satisfont à leurs besoins.

Les emplois liés aux pages féminines attirent des femmes intelligentes et éduquées dont les véritables centres d’intérêt ne se limitent pas aux astuces ménagères, aux recettes de cuisine et aux conseils relatifs à l’éducation des enfants. Nombre d’entre elles tentent d’écrire sur des sujets sortant de la sphère domestique, avec plus ou moins de succès en fonction du degré d’opposition auquel elles font face de la part de leurs rédacteurs en chef, annonceurs et lecteurs des deux sexes. La mode est le thème que Kit affectionne le moins; lorsqu’elle y parvient, elle préfère écrire sur la politique, les affaires, la science et les enjeux sociaux. Elle lance également une populaire rubrique de conseils. Forte de ses adeptes aussi bien féminins que masculins, elle survit à la fusion avec un autre journal torontois en 1895 pour former le *Mail and Empire*.

De temps à autre, Kit arrive à s’extirper de la sphère féminine en couvrant des affaires judiciaires à scandale très médiatisées, et en voyageant à l’étranger avant

Centre d’interprétation du parc provincial Petroglyphs. Photo : Parcs Ontario.



de conter ses aventures. Elle ose notamment se rendre à Cuba pendant la guerre hispano-américaine de 1898 en qualité de correspondante de guerre accréditée – une première pour le gouvernement américain, apparemment. Ce coup visant à augmenter le tirage et à attirer des lecteurs lui vaut un lectorat international. Opposé à sa présence, le commandement de l’armée sur le terrain la consigne en Floride jusqu’à ce qu’elle parvienne à se rendre à La Havane par ses propres moyens alors que le conflit touche à sa fin. N’écoutant que son courage, elle fait un récit émouvant de la destruction qu’il occasionne sur les terres comme sur les individus, y compris les soldats. Elle ne comptait pas parmi les partisans de la guerre.

Peu après son retour de Cuba, elle se marie une troisième fois et emménage avec son charmant époux, le Dr Theobald Coleman, à Copper Cliff dans le Nord de l’Ontario, où elle est embauchée par la Canadian Copper Company. Dans ses écrits, elle rapporte qu’elle l’aide à soigner des mineurs blessés et à enrayer une épidémie de variole en prônant la quarantaine, une publicité qui n’est appréciée ni par la ville ni par la société. Citadine dans l’âme, elle n’y était de toute manière pas vraiment heureuse, et les Coleman déménagent à Hamilton après le renvoi du docteur par la société.

Source d’inspiration pour les jeunes journalistes, Kit Coleman accepte d’être la première présidente du Canadian Women’s Press Club, fraîchement créé en 1906. Elle estime qu’à travail égal, les femmes, mariées ou non, méritent un salaire égal et qu’elles ont le droit de subvenir à leurs propres besoins, au cas où leur mariage péricliterait ou leur mari viendrait à mourir. Au grand dam de certaines de ses collègues plus féministes, elle ne milite pas en faveur du controversé droit de vote pour les femmes, fort probablement en raison du positionnement éditorial adverse du *Mail and Empire*. Dès 1911,

cependant, lorsque le mouvement des suffragettes gagne du terrain en Ontario, elle lui accorde un soutien de principe.

À peu près au même moment, elle se dispute avec sa direction en raison de sa charge de travail et de son salaire inégaux, puis entame une nouvelle carrière en tant que journaliste pigiste, vendant ses chroniques à droit d’auteur à des journaux populaires de toute la province. Hélas, après ses aventures cubaines, elle n’a plus une santé de fer. En 1915, elle meurt d’une pneumonie à l’âge

de 59 ans, figure pionnière parmi ses paires, inspirant des générations de femmes journalistes à poursuivre la lutte pour obtenir le respect de l’industrie de la presse.

Barbara Freeman est historienne des médias et l'autrice de Kit's Kingdom: The Journalism of Kathleen Blake Coleman et d'autres publications s'intéressant à la place des femmes dans les médias d'information. Elle est professeure-chercheuse auxiliaire à l'école de journalisme et de communication de l'Université Carleton d'Ottawa.



Édifice Mail and Empire, à l’angle nord-ouest des rues Bay et King, Toronto. Photo : City of Toronto Archives.

Documents d’archives : Les lettres de Wellington et de Mabel Ashbridge

Par Courtney Kovacich

Alors que la Fiducie du patrimoine ontarien explore le thème de la communication, nous avons fouillé nos collections archivistiques, à la recherche de lettres qui montreraient comment les personnes établissaient jadis des liens par écrit. Bien entendu, la correspondance était autrefois la forme de communication à distance privilégiée. La Fiducie a d’ailleurs, en sa possession, de nombreuses

lettres rédigées par des personnes liées aux biens patrimoniaux dont elle s’occupe.

La correspondance sentimentale entre Wellington Ashbridge (1869-1943) et sa future épouse Mabel Davis (1879-1952), provenant des archives du domaine Ashbridge, à Toronto, offre un aperçu fascinant d’une idylle nouée entre deux personnes

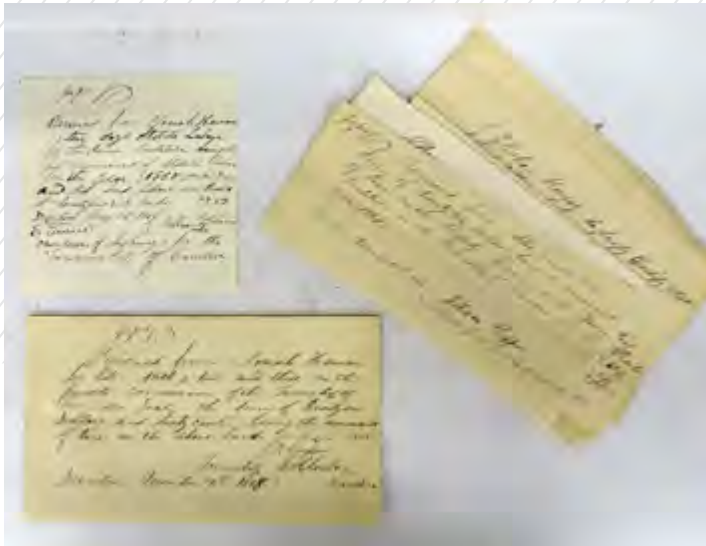
ordinaires vivant à des milliers de kilomètres l’une de l’autre. Échangées entre 1902 et 1903, les lettres révèlent aussi bien les bizarreries que l’étonnante intimité de cette forme de communication.

Wellington et Mabel ont entamé leur correspondance après leur rencontre à l’église méthodiste de la rue Queen, dans le quartier est de Toronto. Peu après, comme nombre de ses paires, Wellington prend place à bord d’un train en direction de l’Ouest, avec une photo de Mabel dans sa malle. Alors qu’il a accepté une mission d’ingénieur civil à Edmonton, Mabel reste chez ses parents, à Toronto, et fait quotidiennement la navette jusqu’à son travail, dans les bureaux du centre-ville de la Compagnie de chemin de fer de Toronto.

S’il a fallu attendre les années 1920 pour que les services téléphoniques transcontinentaux deviennent véritablement opérationnels au Canada, des services postaux réguliers étaient assurés entre les deux villes animées depuis le développement du chemin de fer, dans les années 1880. Wellington et Mabel avaient pris l’habitude consciencieuse de s’assurer que l’autre savait à quel moment sa lettre hebdomadaire arriverait. Malgré tout, les pertes de courrier restaient monnaie courante. « Je suis navré que les lettres se soient transformées en un tel imbroglio... », avait écrit Wellington après une interruption frustrante tôt dans leur correspondance, « ... il me semble, en effet, que je passe mon temps à écrire, mais qu’après avoir posté mes lettres, la responsabilité repose sur



Portrait de la famille Ashbridge (Mable, Betty, Dorothy, Wellington).



Reçus manuscrits liés au fonctionnement du British American Institute.



Pupitre portatif de George Brown.

d'autres épaules et que les chemins de fer en font à leur guise ».

Au fil de leur correspondance d'un an et demi, l'évolution du ton employé dans les lettres illustre les conventions sociales conservatrices qui régissaient les communications entre les hommes et les femmes de l'époque. Au cours des six premiers mois, aucun mot n'évoque une histoire d'amour. Wellington et Mabel s'adresse l'un à l'autre de manière formelle, en utilisant les formules « Melle Davis » et « M. Ashbridge ».

Alors que le couple se heurtait à des difficultés quotidiennes, la réception rituelle d'une lettre signifiait plus que de simples mots. C'était une marque physique d'affection et de réconfort de la part d'un être cher éloigné. Or, rédiger des lettres prenait du temps, et Wellington et Mabel exprimaient régulièrement leur reconnaissance pour le soin que l'autre mettait à écrire. « Une si belle lettre dominicale que vous m'avez envoyée », avait écrit Mabel en avril 1903. « Je l'ai lue trois fois avant d'aller me coucher et le sommeil a tardé à venir tellement elle occupait mes pensées. La première chose que je fais en ouvrant votre lettre, c'est de compter les pages. Plus il y en a, mieux c'est. »

Pour les sensibilités modernes, l'idée de se marier avec une personne

sans avoir passé un certain temps avec elle est impensable, mais les lettres de Wellington et de Mabel montrent qu'il fallait de la patience et de la détermination pour réussir à entretenir une correspondance à distance au début du XX^e siècle. Or, il s'agit de qualités personnelles importantes pour le partenaire d'une vie.

La préservation d'artéfacts culturels s'inscrit dans le cadre de la stratégie de conservation intégrée de la Fiducie pour protéger les lieux patrimoniaux. Notre collection culturelle compte environ 25 000 objets. Les artéfacts de communication font partie de l'organisation complexe de l'histoire, au même titre que les caractéristiques architecturales, archéologiques et naturelles de nos sites.

Parmi les éléments de communication marquants, nos collections comptent aussi :

- Des lettres écrites par le premier ministre William Lyon Mackenzie King, Lady Zoé Laurier et d'autres personnages historiques à l'attention de la famille Fulford (musée de la Place Fulford)
- Des documents d'acquisition récente liés au fonctionnement du British American Institute, une école fondée en 1842 par le chef abolitionniste de la communauté noire Josiah Henson pour

accueillir des réfugiés qui fuyaient l'esclavage (Site historique de la Case de l'oncle Tom)

- Un pupitre portatif qui appartenait au politicien et journaliste influent George Brown (maison George Brown). Les lettres de George Brown sont aujourd'hui conservées par Bibliothèque et Archives Canada et les Archives publiques de l'Ontario.

Les lettres et les autres artéfacts de communication constituent des ressources particulièrement précieuses pour la Fiducie. Nous les utilisons comme sources d'information dans le cadre de projets de restauration. Ils renferment des histoires humaines qui confèrent à chaque propriété son caractère unique.

Courtney Kovacich est la conservatrice des collections culturelles de la Fiducie du patrimoine ontarien. Pour lire quelques-unes des lettres échangées par Wellington et Mabel, suivez la Fiducie sur Facebook, Twitter ou Instagram.

Guerre froide et technologies de communication

Par Justin Williams

Le Diefenbunker, Musée canadien de la Guerre froide, baptisé d'après John Diefenbaker, treizième premier ministre du Canada, est un abri souterrain de 9 290 mètres carrés (100 000 pieds carrés) situé à Carp, en Ontario. Face à l'escalade nucléaire des années 1960, cette merveille d'ingénierie, située à trente minutes du centre-ville d'Ottawa, fut construite pour abriter le quartier général souterrain du gouvernement fédéral du Canada. En cas d'attaque nucléaire, les hauts responsables désignés seraient évacués vers le Diefenbunker, où ils pourraient poursuivre leurs activités et habiter sous terre pendant trente jours. Si le Diefenbunker n'eut heureusement jamais à remplir sa vocation première, le lieu a bien accueilli une station militaire pendant 32 ans, celle de la Station des Forces canadiennes Carp (SFC Carp). Les stations militaires sont de taille

plus modeste que les bases militaires, mais la SFC Carp recelait une arme secrète qui en faisait un lieu hautement stratégique : ses technologies de communication.

Afin que le gouvernement puisse poursuivre la gestion des affaires du pays et communiquer avec l'extérieur depuis le souterrain, le bunker, construit entre 1959 et 1961, devait absolument être équipé des dernières technologies. Son emplacement, classé « très secret », devant être dissimulé, il fallait concevoir les technologies de communication en tenant compte de cette donnée. Pour masquer la véritable localisation du Diefenbunker, ce dernier fut relié à cinq bunkers satellites au moyen de 90 kilomètres (55 milles) de fil de cuivre. Ceci permettrait d'éviter que le Diefenbunker soit visé par les bombardements, car les transmissions étaient relayées par les bunkers satellites, d'où les messages semblaient émaner.

Au bunker, vous ferez peut-être partie des rares visiteurs qui reconnaîtront un dispositif popularisé par la Guerre froide : le téléphone à cadran. La communication au sein du bunker ne devait en aucun cas être interrompue. On privilégia donc des téléphones filaires en guise de ligne de sécurité, car les signaux radioélectriques et les signaux des émetteurs-récepteurs portatifs (walkies-talkies) étaient susceptibles d'être brouillés, et les téléphones filaires demeuraient opérationnels si Ottawa était bombardée. On mit également en place une ligne directe reliée à la Maison-Blanche qui elle non plus, ne servit jamais. Aujourd'hui encore, les équipes du musée localisent les membres du personnel ou communiquent avec eux grâce aux téléphones filaires.

Au cours de la Guerre froide, les lieux furent équipés de nouveaux dispositifs de communication. Le central semi-automatique Ottawa Semi-Automatic Exchange (OSAX), baptisé salle « très secrète » du superordinateur (Top Secret Super Computer Room), était une gigantesque cage de Faraday à travers laquelle aucun signal, quel qu'il soit, ne pouvait filtrer. Dès 1980, les militaires eurent recours à cette nouvelle technologie de pointe pour assurer le traitement et la communication des



L'entrée s'ouvre sur le tunnel anti-souffle, premier contact des visiteurs avec le musée.



Le panneau de commande original des studios de Radio-Canada. En cas de catastrophe nucléaire, la station aurait relayé des renseignements à la population civile.



renseignements entre les bases et les pays alliés. La salle était équipée de deux ordinateurs Burroughs 4800 directement reliés à l’ordinateur central du ministère de la Défense nationale. Grâce à ces deux puissants ordinateurs, [le personnel du] bunker traitait plus de 100 000 messages par mois.

Dans les années 1980, une nouvelle technologie fit son apparition dans le bunker : le système de télévision en circuit fermé (TVCF). Ce dernier s’appuie sur un raccordement fixe, qui connecte toutes les salles stratégiques, qui disposent d’au moins un téléviseur, un haut-parleur/microphone et une caméra. Le système de TVCF est semblable à FaceTime ou Skype, mais dans ce cas, *seules les salles connectées* peuvent accéder au signal produit en circuit fermé, écartant ainsi tout risque de vol des renseignements secrets.

Les salles des radiocommunications sont les plus impressionnants dispositifs technologiques utilisés pendant la Guerre froide. La principale visée militaire du bunker était de servir de station de communication. La radio constituait le moyen de communication le plus fiable, car le signal radio pouvait être diffusé tant que le pylône d’émission était encore debout. Le studio de Radio-Canada (CBC) était le principal canal de communication par lequel le gouvernement rendait compte de la situation et indiquait la marche à suivre aux Canadiennes et aux Canadiens. La station radio de secours aurait été utilisée pour rétablir le contact avec d’autres

bases et services militaires au Canada et aux États-Unis. Cet émetteur relais radio se trouvait à Perth, à 60 kilomètres (37 milles) de là. En cas de dysfonctionnement de l’émetteur principal, on pouvait recourir à d’autres dispositifs de liaison. Outre la salle des radiocommunications de secours (Emergency Radio Room), le bunker comptait une salle accueillant la station de radio amateur (Amateur Radio Station Room) créée en 1984 par Protection civile Canada pour servir de système de radiocommunication de secours. Accessible plus librement, on pouvait s’en servir pour établir une liaison avec des radioamateurs ou des stations de radio amateur en cas de besoin. L’indicatif d’appel original de la station était VE3GOC. Depuis la transformation du bunker en musée, les passionnés de radio de la région ont redonné vie à la station (accessible via VE3CWM), veillent avec dynamisme à l’entretien des équipements, et communiquent chaque semaine avec une multitude de pays.

Ces technologies de communication datant de la Guerre froide ponctuent le parcours des visiteuses et des visiteurs du musée. Venez les découvrir au Diefenbunker, Musée canadien de la Guerre froide.

Justin Williams est le coordinateur éducation et programme du Diefenbunker.

Lever de rideau : *stitched!* lance un spectacle pilote de journalisme vivant

Par Sonya Fatah

À une époque où règne la méfiance, faire le récit de nouvelles multimédias sur scène devant un public donne la possibilité novatrice de faire du journalisme tout en retissant le lien communautaire.

J’ai entendu parler d’une chose qualifiée de « journalisme vivant » pour la première fois il y a six ans. Des journalistes expérimentaient en donnant des nouvelles de façon plus immersive, devant un public en salle. Portant l’empreinte de la Silicon Valley, ma découverte fortuite avait vu le jour à San Francisco, d’un partenariat entre un quintette de journalistes et d’entrepreneurs technologiques qui maîtrisaient l’art de la narration documentaire et avaient conscience de son importance. Né en toute discrétion dans un garage, le fruit de leurs efforts s’intitulait *Pop-Up Magazine* et s’est mué depuis en spectacle vivant primé et itinérant, qui s’offre au regard du public sous la forme d’une série de nouvelles prenant vie sous ses yeux. Au lieu de lire une revue, les spectateurs regardent des journalistes faisant leurs récits tandis qu’un assortiment de séquences multimédias et vidéo défile en arrière-plan et qu’un orchestre intervient sur scène à point nommé.

Je me suis dit que c’était une idée de génie. Les journaux étaient déjà en train de s’effondrer, leur personnel se réduisant à une peau de chagrin, leurs profits inexistants. Les revues prenaient le même chemin, choisissant de s’incarner exclusivement en ligne avec des équipes réduites. Vous connaissez la chanson. L’avenir du journalisme est menacé et la multitude de jeunes qui font leur arrivée dans la profession sont obligés de se tourner vers le milieu instable de la pige et du travail contractuel. La rémunération est faible, l’emploi précaire.

Cependant, l’audio vit une sorte de renaissance. Les gens commencent à adopter la baladodiffusion comme moyen de faire davantage de récits audio, attirant les navetteurs et les auditeurs dans les mondes feutrés et intimes qu’ils désirent explorer. Dans l’intervalle, j’avais commencé à étudier comment créer quelque chose de similaire à *Pop-Up Magazine* à Toronto – une ville fourmillante de talent créatif. Dans d’autres villes, des journalistes expérimentaient de nouveaux formats sur scène : *De Balie Magazine* à Amsterdam, et *Live Magazine* en France et en Belgique, par exemple. L’année dernière, le Bureau of Investigative

Journalism, au Royaume-Uni, a lancé un spectacle itinérant intitulé « Refuge Women » (femmes de refuges). Il s'agissait de rendre compte de l'impact des coupes budgétaires dans le financement destiné à la lutte contre la violence familiale.

J'ai commencé à travailler sur un concept en 2015, en partenariat avec un journaliste qui s'intéressait également à l'émergence de formes (plus ou moins) nouvelles de faire du journalisme et de nouer des liens avec des publics. En imaginant un concept, il m'a paru intéressant de me questionner sur le rôle du journalisme vivant au sein de l'écosystème médiatico-journalistique dans son ensemble, et la manière dont la pratique journalistique façonne un effort pluridisciplinaire. Comment faire des récits sur scène, et ce, en trouvant de nouvelles façons plus immersives d'impliquer le public? Quel est le rôle de la journaliste dans une telle production? Comment documenter et vérifier la nouvelle? Et qu'est-il possible d'apprendre en collaborant avec des collègues de domaines connexes comme les arts du spectacle, les arts de l'image, le design?

stitched! est le fruit de cet effort. Il vise à restaurer les anciennes traditions de communication – comme le récit oral – tout en adoptant des technologies et méthodes créatives nouvelles pour concevoir un espace collaboratif, ouvert et conversationnel. Il a fait ses débuts en mars 2019 dans le cadre d'une collaboration interdisciplinaire et internationale.

Pour tester l'idée, un groupe d'étudiants a suivi deux supercours consécutifs (des cours interdisciplinaires ayant regroupé des étudiants de plusieurs écoles sous l'égide de la faculté de communication et de design de l'Université Ryerson pour prendre part à un projet collaboratif). Les étudiants se sont vu remettre une note conceptuelle dont ils ont dû se servir pour élaborer un spectacle vivant de journalisme. Le deuxième groupe a choisi de développer un récit sur les attitudes culturelles divergentes vis-à-vis de la consommation de viande de chien, ici à Toronto d'une part, et en Corée du Sud, où a eu lieu la majorité du travail de documentation et de reportage, d'autre part. On a demandé au public d'examiner – et de remettre en cause – les préjugés culturels à l'égard de la consommation, mais aussi de participer à des débats plus complexes sur la question en Corée du Sud. Le public a observé le journaliste (Adam Chen) faire son récit – présentant de nombreux personnages

rencontrés lors de son séjour en Corée du Sud – tout en voyant leur visage illuminer deux grands écrans. Durant la production d'une demi-heure, le public a été exposé à une diversité de points de vue, marchant au côté d'Adam tandis qu'il couvrait des manifestations et parlait à des propriétaires de restaurants, des activistes et des anthropologues des cultures.

C'était indubitablement un thème exigeant pour une production pilote.

Mais l'objectif principal, qui consistait à valider le concept, a été atteint. Alors que les gens allaient et venaient après le spectacle, et discutaient de la question, le sentiment qu'il y avait davantage matière à débat que la simple viande de chien était palpable. À l'automne, *stitched!* intégrera le Global Campus Studio, conçu sur un modèle identique à celui du supercours tout en incluant en outre des collaborations avec des étudiants d'universités étrangères. Je caresse l'espoir que *stitched!* finira par devenir un spectacle régulier hébergé à Ryerson, et que ses « numéros » verront se côtoyer une combinaison d'étudiants et de journalistes professionnels en activité.

Chaque idée de récit mérite d'avoir sa propre exécution, et *stitched!* a le potentiel de développer une production différente pour chaque nouvelle. Au cœur de chaque œuvre journalistique, on trouve des questions centrales. Cette nouvelle mérite-t-elle un format vivant et, le cas échéant, comment devrait-elle être racontée/interprétée/rapportée? Comment la rendre suffisamment immersive pour susciter une conversation? Comment faire en sorte que les gens repartent en ayant le sentiment que l'expérience les a enrichis?

À une époque où les journalistes sont attaqués en permanence et où la confiance que le public leur accorde est faible, le récit sur scène donne la possibilité de dialoguer et de tisser des liens communautaires. Il a le potentiel de nous attirer dans un espace plus personnel et plus intime pour échanger des nouvelles et en débattre.

Sonya Fatah est professeure adjointe de journalisme à la Ryerson School of Journalism et rédactrice en chef de J-Source.

**PORTES
OUVERTES
ONTARIO**
FIDUCIE DU PATRIMOINE ONTARIEN



SEO | L'Observatoire David Dunlap, Richmond Hill. Photo : Chris Robart.



36 événements, 900 sites, 1 aventure sans fin
Activités gratuites d'avril à octobre : doorsopenontario.on.ca/fr

#PortesouvertesOntario

📺 flickr.com/groups/doorsopenontario

📍 Fiduciedupatrimoineontarien

📱 patrimoineON

📺 ONheritage

Also available in English. ♻️



Faites partie de la solution



Don Jail.

Protégez le patrimoine ontarien

Nous avons besoin de votre soutien. Chaque jour, dans l'ensemble de la province, des hauts-lieux sont détruits, des histoires sont oubliées et des espaces naturels sont menacés. Le patrimoine ontarien est en danger.

Nous vous invitons à joindre vos efforts aux nôtres et à contribuer à la sauvegarde de notre patrimoine. Plus de la moitié des fonds de la Fiducie émane de dons. Notre travail est en partie financé par une subvention gouvernementale, mais une part croissante de nos revenus provient de nos propriétés, des frais liés aux programmes et du soutien de nos généreux donateurs et commanditaires.

Votre don à la Fiducie du patrimoine ontarien sera directement consacré à la préservation et au renouvellement des espaces, des histoires et des objets précieux de notre patrimoine.

Nous avons besoin de votre soutien. Donnez aujourd'hui.

heritagetrust.on.ca/donner

